

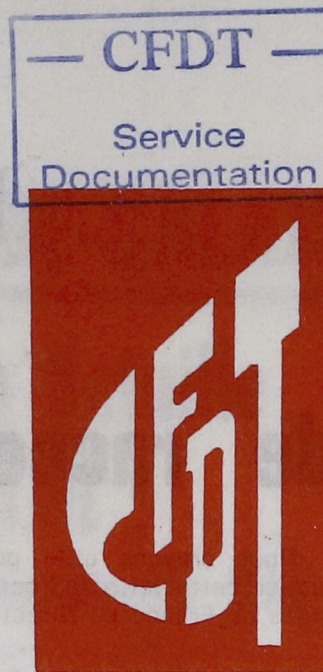
NUMERO 183 — le numéro 2 F — JUIN 1983 — I.S.S.N. 0397-1511

LE JOURNAL DU MINEUR

ORGANE MENSUEL DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MINEURS - C.F.D.T.
Siège administratif : 35, rue des Feronniers — 59500 DOUAI — Tél. 88.61.86

Inscrit à la Commission paritaire
sous le numéro 511073

C.C.P. : LILLE 3.773.92
Gérant : Jean PRUVOST



SALAIRES 1983 L'ACTION S'IMPOSE !

LES DISPOSITIONS ARRÊTÉES

- 2 % au 1^{er} mai 1983
- 300 F de prime uniforme versée fin juin
- 1,01 de masse salariale, consacré à la révision des protocoles O.Q.M., O.E.X. et Piqueurs. Première réunion le 17 juin, date d'application des nouvelles mesures le 1^{er} juillet 1983
- Prime annuelle de productivité (prime vacances) portée à 1 640 F
- Augmentation de 2 % au 1^{er} août et au 1^{er} novembre
- Salaire minimum garanti (y compris les avantages en nature basés sur l'indemnité d'un ouvrier marié sans enfant) :
 - 5 000 F brut pour le jour
 - 5 750 F brut pour le fond
- Pour les salaires de plus de 250 000 F par an : blocage des rémunérations au-dessus des 250 000 F
- Indemnité double trajet : extension aux ouvriers de la règle des ETAM.

Une première analyse de la C.F.D.T. conduit à considérer les mesures comme globalement négatives et cela pour deux raisons essentielles :

- A) Aucune mesure n'est prévue pour permettre le rattrapage du pouvoir d'achat perdu en 1982.
- B) Aucune clause de sauvegarde n'existe pour garantir le pouvoir d'achat si les prix augmentent de plus de 8 % en 1983.

Par contre, des dispositions intéressantes sont contenues dans ces propositions. Il s'agit notamment :

- du versement de la prime uniforme de 300 F ; sur ce point, la C.F.D.T. demande que cette somme soit intégrée dans les salaires avant la fin de l'année ;
 - la révision des classifications ; au-delà de la masse dégagée, la portée de la négociation sera fonction de la mobilisation des mineurs.
- En ce qui concerne le salaire minimum, la C.F.D.T. ne peut être d'accord sur la manière de faire des Charbonnages de France. Il faut tout d'abord fixer un salaire minimum hors avantages en nature, ce salaire soit correspondre à la base sur laquelle est construite la hiérarchie (par exemple : 5 000 F salaire minimum de l'échelle 3).

AGIR POUR UN STATUT UNIQUE

La C.F.D.T. est également intervenue pour que soient négociées, parallèlement aux discussions sur les classifications, les étapes pour parvenir à un statut social unique dans l'entreprise, cela implique une révision du protocole sur la mensualisation, les avantages en nature et autres dispositions sur les garanties diverses. La C.F.D.T. appelle les mineurs à se mobiliser pour obtenir une clause de garantie en cas de dérapage des prix, un statut social unique, des classifications prenant en compte les aspirations des mineurs.

LA FÉDÉRATION DES MINEURS RENCONTRE Monsieur AUROUX, Secrétaire d'Etat à l'Energie

Mardi 17 mai, la C.F.D.T. a rencontré M. Auroux, Secrétaire d'Etat à l'énergie. La C.F.D.T. a rappelé au cours de cette rencontre, son analyse de la situation économique et sociale des Charbonnages et a présenté les revendications prioritaires.

Face à la stratégie de retour au charbon qui se dessine dans le monde entier, la France ne peut continuer à prendre des mesures qui diminuent la place du charbon dans le bilan énergétique du pays. Le retour au charbon est également une source non négligeable d'emplois.

ASSURER UN DÉBOUCHÉ AU CHARBON

Il est urgent de prendre des mesures donnant une place importante au charbon dans notre pays. La C.F.D.T. situe à 60 millions de tonnes la consommation annuelle de charbon. Pour y parvenir, il faut freiner le programme de construction nucléaire qui va couvrir 70 % de nos besoins d'électricité, afin de laisser la place au charbon dans la production d'électricité. Aucun pays au monde n'a de politique charbonnière ambitieuse sans un débouché important dans la production d'électricité.

Parallèlement, il s'agit de définir une politique de carbonisation (production de coke), de donner les moyens d'assurer le retour au charbon dans l'industrie et le chauffage. Il faut également mettre en œuvre un processus de retour du charbon dans la carbo-chimie à travers la gazéification.

ASSURER LA PRODUCTION NATIONALE

Compte tenu d'une nécessaire indépendance du pays et pour faire face aux graves problèmes de l'emploi, il faut assurer une place à la production nationale de charbon. Après avoir fait la vérité sur les coûts de production du charbon français compte tenu, de 20 ans de récession, de l'évolution des charbons d'importation et du coût social qu'entraîneraient des fermetures, un débat doit s'instaurer dans le pays, afin de décider d'augmenter la production après une phase de stabilisation.

NÉGOCIER UN CONTRAT

La situation actuelle se caractérise par l'absence de décisions et de concertations dans et hors de l'entreprise.

La C.F.D.T. a demandé au Ministre que soit réunie très rapidement une table ronde pour jeter les bases de la négociation, dans et hors de l'entreprise, permettant d'aboutir après un débat puits par puits, à :

- planifier les investissements
 - décider de l'évolution de la production
 - définir l'aide à la thermie
 - prévoir les écoulements (électricité, sidérurgie, chauffage, industrie, carbonisation...)
 - promouvoir une politique de l'emploi.
- Après avoir négocié un contrat Charbonnages de France/Etat, il sera également nécessaire de négocier un contrat Charbonnages de France avec chaque bassin et houillère pour le Centre-Midi.

DÉMOCRATISER L'ENTREPRISE, RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Actuellement, l'entreprise se caractérise par une organisation de type militaire laissant peu de place à une véritable concertation. Elle est marquée par une profonde inégalité. Face à une telle situation, il est urgent que toutes les mesures nouvelles qui tentent

de renforcer la place et le rôle des travailleurs, qui accroissent le pouvoir de contrôle des syndicats s'appliquent dans les mines.

En matière d'inégalité, des mesures doivent être prises par les autorités de tutelles. Ces dernières doivent également impulser la négociation dans l'entreprise sur les avantages en nature, le statut social.

CONDITIONS DE TRAVAIL

La C.F.D.T. a insisté pour que le Ministre impulse des mesures qui seront de nature à améliorer les conditions de sécurité dans les mines. L'application de la loi sur les C.H.S.-C.T. dans les mines, le renforcement du rôle des délégués mineurs sont des moyens pour faire avancer la situation.

LES RÉPONSES DU MINISTRE

Un long débat s'est ouvert entre le Ministre et la délégation C.F.D.T. Il apparaît qu'incessamment le gouvernement va être amené à prendre des décisions en matière charbonnière. A cette fin, un conseil interministériel se réunira avant la fin du mois. Le Ministre a indiqué que l'emploi reste un élément prioritaire dans les décisions. Sur le plan social, il a indiqué que tout allait être mis en œuvre pour que les lois dites « Auroux » s'appliquent le plus largement dans l'entreprise. En ce qui concerne les logements, une réflexion est en cours pour la gestion du patrimoine logements.

Celui-ci a également déclaré qu'il était favorable à un contrat régulier entre les syndicats et le Ministre et que, d'autre part, il n'avait pas d'opposition de principe à la réunion d'une table ronde.

DANS CE NUMÉRO VOUS POURREZ LIRE

Page 2 :

— Retraites complémentaires, raccordement et prévoyance des ouvriers.

Page 7 :

— Fonds Social CAPIMMEC et IRCOMMEC.

Page 8 :

— Avenir de la S.S.M.

— Un avis de la C.A.N. aux pensionnés.

Régime des allocations anticipées de retraite complémentaire, de rattachement et de prévoyance des ouvriers

Nous croyons utile pour nos lecteurs de publier cette lettre adressée par les Charbonnages de France au Directeur de la CARCOM :

« Monsieur le Directeur,

L'accord du 4 février 1983 relatif aux conditions d'application dans les régimes de retraite complémentaire relevant de l'AGIRC et de l'ARRCO des dispositions de l'Ordonnance du 26 mars 1982 sur l'abaissement de l'âge de la retraite prend effet le 1^{er} avril 1983.

Les allocations anticipées de retraite complémentaire, les allocations de rattachement et les pensions complémentaires (pour les silicosés relevant de « l'Article 89 ») des ouvriers du jour des Houillères justifiant de 37,5 ans de services et de retraite miniers au sens de l'annexe à l'accord du 4 février 1983 doivent être révisées et cette révision nécessite un important travail.

Afin de ne pas retarder l'examen des dossiers, nous vous demandons de prendre toutes dispositions nécessaires pour opérer, au plus tôt avec effet du 1^{er} avril 1983, la suppression des coefficients d'abattement pour anticipation à tous les ouvriers du jour âgés de moins de 60 ans, titulaires de l'une de ces prestations dès lors qu'ils justifient de la condition des « 37,5 ans ».

Pour ceux ne justifiant pas de cette condition, il convient d'appliquer les dispositions de l'article 3 de l'annexe X du 17 mars 1983 à l'accord du 31 décembre 1961, dans les conditions suivantes :

1.) Régime des allocations anticipées de retraite complémentaire

a) ETAM et ouvriers bénéficiaires du régime des allocations anticipées de retraite complémentaire à effet au plus tôt du 1^{er} avril 1983.

Il convient d'appliquer le coefficient d'abattement correspondant à la durée d'anticipation (1) par rapport à la date à laquelle l'intéressé remplit la condition des 37,5 ans (2).

Ce coefficient est maintenu jusqu'à la date où l'intéressé sort du régime des allocations anticipées de retraite complémentaire, sauf s'il remplit antérieurement à cette date la condition des « 37,5 ans » auquel cas ce coefficient est supprimé à effet du premier jour du trimestre civil qui suit celui au cours duquel cette condition est remplie.

b) ETAM et ouvriers bénéficiaires actuellement du régime des allocations anticipées de retraite complémentaire.

Il convient d'appliquer le coefficient d'abattement correspondant à la durée d'anticipation (1) du jour d'entrée dans le régime des allocations anticipées de retraite complémentaire par rapport à la date à laquelle l'intéressé remplit la condition des « 37,5 ans ».

Ce coefficient d'abattement est maintenu dans les mêmes conditions qu'au § a) ci-dessus.

2.) Régime de rattachement

a) ETAM et ouvriers bénéficiaires du régime de rattachement à effet au plus tôt du 1^{er} avril 1983.

Il convient d'appliquer le coefficient d'abattement correspondant à la durée d'anticipation (1) par rapport à la date à laquelle l'intéressé remplit la condition des « 37,5 ans » (2).

Ce coefficient est maintenu jusqu'au jour où l'intéressé sort du régime de rattachement, sauf s'il remplit antérieurement à cette date la condition des « 37,5 ans » auquel cas ce coefficient est supprimé à effet du premier jour du trimestre civil qui suit celui au cours duquel cette condition est remplie.

b) ETAM et ouvriers bénéficiaires actuellement du régime de rattachement.

Il convient d'appliquer le coefficient d'abattement correspondant à la durée d'anticipation (1) du jour d'entrée dans le régime de rattachement par rapport à la date à laquelle l'intéressé remplit la condition des « 37,5 ans ».

Ce coefficient d'abattement est maintenu dans les mêmes conditions qu'au § a) ci-dessus.

3.) Régime de prévoyance

Il convient d'appliquer les dispositions ci-dessus aux silicosés relevant de « l'article 89 » ne bénéficiant pas de la suppression du coefficient d'abattement en vertu de l'accord ARRCO du 20 mars 1979 ou des règles relatives aux invalides.

4.) Date d'effet

L'effet financier de la suppression du coefficient d'abattement dans les trois régimes ci-dessus ne pourra être antérieur au 1^{er} avril 1983.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments distingués.

- (1) La durée d'anticipation est la durée restant à courir pour atteindre la condition des 37,5 ans. (Cf. tableau des coefficients d'abattement joint en annexe.)
(2) A rajouter pour les ETAM : « ... sous réserve que ce coefficient ne soit pas supérieur à ceux résultant de l'application du Protocole du 23-12-70, relatif à la conversion de la CAREM. »

COEFFICIENTS D'ABATTEMENT POUR ANTICIPATION CALCULÉS EN FONCTION DE LA DURÉE D'ANTICIPATION (1)

DURÉE D'ANTICIPATION	COEFFICIENT D'ABATTEMENT
1 ^{er} trimestre	0,99
2 trimestres	0,98
3 trimestres	0,97
1 an	0,96
5 trimestres	0,95
6 trimestres	0,94
7 trimestres	0,93
2 ans	0,92
9 trimestres	0,91
10 trimestres	0,90
11 trimestres	0,89
3 ans	0,88
13 trimestres	0,8675
14 trimestres	0,855
15 trimestres	0,8425
4 ans	0,83
17 trimestres	0,8175
18 trimestres	0,805
19 trimestres	0,7925
5 ans	0,78

(1) La durée d'anticipation est la durée restante à courir pour atteindre la condition des « 37,5 ans ».

« LE JOURNAL DU MINEUR »
Organe Mensuel
de la Fédération Nationale des Mineurs
C. F. D. T.

Inscrit à la Commission paritaire
sous le numéro 511073

IMPRIMERIE DU MERCURE S.A. - 49500 SEGRE

même en retraite,
nous continuons à
suivre la lutte
ouvrière de près
et pour cela, nous
sommes
adhérent

cfdt



NORD - PAS-DE-CALAIS

Modification des taux d'indemnités pour frais de séjour et de déplacement des Employés, Chauffeurs et Ouvriers

Le personnel des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais se déplaçant dans l'intérêt du service, en dehors du Bassin et dans un rayon supérieur à 100 km du point d'attache, a droit au remboursement des frais réellement exposés dans les limites ci-après :

a) Frais de séjour :

Le remboursement des frais occasionnés par des absences supérieures à 15 jours sera fixé par la Direction Générale après examen de chaque cas particulier.

b) Frais de transport :

Ces frais continueront à être remboursés sur la base des frais réels de voyage en chemin de fer de 2^e classe (compte tenu des réductions dont peuvent bénéficier les intéressés à titre personnel).

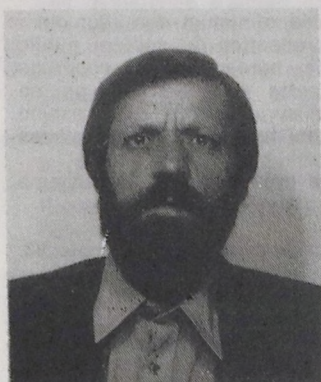
La présente décision prendra effet à dater du 1^{er} janvier 1983.

Catégorie	journée complète	par repas	Par nuit à l'hôtel y compris le petit-déjeuner	Observations
A — Employés commissionnés	F	F	F	
— Province	280	63	154	
— Paris	350,50	79	192,50	
B — Employés auxiliaires - chauffeurs et ouvriers				
— Province	214,20	48,20	117,80	
— Paris	268,10	60,40	147,30	

HOUILLERES DU BASSIN DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Pierre GROUSSARD

nouveau secrétaire Général des Mineurs
C.F.D.T. Nord-Pas-de-Calais



Lors de leur congrès régional tenu à Lens le 30 avril 1983, les Mineurs C.F.D.T. ont mis en place le nouveau conseil régional pour les deux prochaines années.

Ont été élus par le congrès :

Sections :

BURGEAT Bernard	UP-OSTRICOURT
CUVILLIER Michel	CENTRALES-COKERIES
DEL RUE Roger	DAC-DEM-JOUR-EST
FRANCHOMME Alain	UP-VALENCIENNES
GAJEWSKI Thadée	DIB-DIMO
GODET Auguste	Retraités
GOUILLART Serge	UP-BRUAY
GRARD Roger	Services CENTRAUX
GROUSSARD Pierre	UP-DOUAI
HOYEZ Annie	S.S.M.
JANKOWSKI Léon	UP-DOUAI
JONNIAUX Marie-Thérèse	AHNAC
LEMPEREUR Jean-Marie	Retraités
PROTTO Pierre	Services CENTRAUX
PRUVOST Jean	UP-LENS
SAIVET Daniel	UP-DOUAI
SZYMURSKI Patrick	CENTRALES-COKERIES
TELLIER Jean	DAP

Ont été désignés par les sections syndicales :

	Titulaires	Suppléants
UP-BRUAY	DUSSART François	VINCENT Michel
UP-LENS	à désigner	
UP-COURRIERES	TRIBOUT Julien	TONNEAU Jean-Claude
UP-OSTRICOURT	KROL Bruno	BARTUSIAK Simon
UP-DOUAI	POUCHAIN Louis	LENNE Roland
UP-VALENCIENNES	KRETT Paul	DANOIS Michel
DAC-DEM-JOUR-EST	NONCLERCO Bernard	MONIER Jean-Yves
S.A.P.	à désigner	
CENTRALES-COKERIES	LABITTE André	BEDNAREK Théo
DIB-DIMO	ENDERLIN René	LAGNEAU Lionel
Services CENTRAUX	DELANNOY Louis	LEJEUNE Serge
S.S.M.	PAYEN Thérèse	BAILLEUL Alain
AHNAC	CREMEL Jean-Raymond	JACQUIN Inès
INGENIEURS	BARDIER Gérard	PREST Séraphin
RETRAITES	MALECKI Joseph	FILIPAK Henri
	PRUVOST Pierre	PLANCHEZ Alfred
	DELABRE Emery	PLUTIAK Edouard
	DOUCHY André	

Le nouveau conseil s'est réuni le 6 mai à Lens pour procéder à l'élection du nouveau bureau régional.

C'est notre camarade Pierre GROUSSARD qui a été élu secrétaire général du syndicat régional. Il succède ainsi à cette importante responsabilité à Jean Pruvost, qui a assuré cette fonction depuis février 1965.

Avant d'être permanent, Pierre Groussard travaillait comme mineur de fond à la Fosse Dejardin dans le Douaisis. Ses qualités militantes le firent rapidement gravir les responsabilités dans le syndicat. Depuis plusieurs années il assurait les fonctions de secrétaire général adjoint. Rappelons que Pierre est entré au bureau national de la Fédération des Mineurs C.F.D.T. en octobre

dernier, au cours du congrès fédéral de Berck.

Jean Pruvost revient maintenant président du syndicat régional.

Le conseil régional a également élu comme :

- Trésorier régional : Gérard LEMAIRE.
- Trésorier adjoint : Roger GRARD.
- Secrétaires adjoints : Serge GOUILLART et Alain FRANCHOMME.
- Membres du bureau : Louis DELANNOY, Roger DELRUE, Auguste GODET, Léon JANKOWSKI, Bruno KROL, André LABITTE, Joseph MALECKI, Pierre PROTTO, Daniel SAIVET, Jean TELLIER.

Gagner la Bataille de l'EMPLOI :

Les objectifs des Mineurs CFDT !

Dans le cadre de la journée nationale d'action C.F.D.T. du 26 mai 1983, une délégation de mineurs C.F.D.T. s'est rendue à la direction générale à Douai pour réaffirmer que les Houillères du Bassin Nord-P.D.C. doivent participer à la bataille de l'emploi.

Un mémorandum a été remis à la direction, dont voici le texte :

« Pour réduire le chômage, il faut créer des emplois.

La C.F.D.T. propose de :

- réduire la durée du travail, sous toutes ses formes pour aboutir aux 35 heures au plus tard fin 1984 ;
- donner une formation professionnelle aux jeunes ;
- moderniser et développer l'industrie.

Réduire la durée du travail :

Ceci implique d'abord le respect intégral du protocole d'accord signé.

Les mineurs C.F.D.T. demandent en conséquence l'ouverture immédiate de négociations pour une nouvelle étape de réduction de la durée du travail, pour arriver aux 35 heures.

Cette réduction doit être accompagnée de la création d'emplois nécessaires au maintien de l'activité.

Créer des emplois pour les jeunes cela suppose :

- une formation professionnelle adaptée à l'entreprise et prise en charge par l'Education Nationale ;

- ceci implique également une revalorisation de la profession, tant du point de vue salaire et statut social, que de l'amélioration des conditions de travail.

Moderniser et développer l'industrie :

Depuis longtemps la C.F.D.T. affirme que le charbon Nord-Pas-de-Calais peut et doit encore jouer un rôle dans la politique énergétique du pays.

Le maintien et le développement de l'industrie charbonnière, la réduction du temps de travail, doivent être les éléments d'une politique de plein emploi. Toute décision économique doit intégrer le facteur d'emploi.

Dans cet esprit, le coût social doit être étudié et pris en considération dans les décisions en tenant compte du gain :

- pour la collectivité par les cotisations, taxes, redevances, la diminution des indemnités chômage, etc. ;
- en matière d'investissement pour une reconversion industrielle.

Ceci impose dans l'immédiat :

- d'arrêter toutes fermetures de puits et services ;
 - de stabiliser la production dans le bassin au niveau actuel : 3 millions de tonnes ;
 - de décider rapidement des investissements nécessaires pour de nouvelles perspectives et un nouvel outil de travail ;
 - de développer une politique d'embauche dynamique ;
 - de réactualiser les connaissances et les possibilités du gisement régional par de nouvelles recherches ;
 - de réorganiser les circuits commerciaux d'écoulement de la production (électricité, sidérurgie, industrie et chauffage collectif) ;
 - de développer parallèlement toutes les industries annexes liées au charbon (carbo-chimie, gazéification).
- Les mineurs C.F.D.T. réaffirment que la mise en place d'une telle politique est nécessaire et de nature à favoriser le renouveau industriel de notre région et par-là même à contribuer à gagner la bataille de l'emploi.
- C'est sur ces objectifs que les mineurs C.F.D.T. continueront l'action avec les travailleurs, pour le plein emploi. »

Services Continus

Usines du 10 d'Oignies - Usines Rousseau

(NOTE DE LA DIRECTION)

Il a été décidé, à effet du 1^{er} avril 1983, et sous réserve que soient réalisées des conditions fixées à l'avance, d'étendre à certains agents, ouvriers, techniciens et agents de maîtrise, travaillant pour le compte des Usines du 10 d'Oignies et des Usines Rousseau, le bénéfice des dispositions du Protocole du 24 mars 1970 relatif aux Services Continus, dont les modalités pratiques d'application ont été édictées par la circulaire 400/1246 c du 28 septembre 1970, et par les circulaires et notes qui l'ont ultérieurement complétée.

La présente circulaire a pour objet de définir les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier de la mesure d'extension sus-mentionnées, et d'en fixer les modalités pratiques d'application.

1 — Agents inscrits à l'effectif des Usines d'Agglomération et Anthracine du 10 d'Oignies, des Usines d'Agglomération et Anthracine Rousseau, et faisant partie d'activités s'exerçant exclusivement au profit des usines.

Il s'agit en particulier des activités :

- Anthracine,
- Usines à boulets,
- Chaufferies,
- Ateliers des mélanges,

ainsi que des autres activités présentant le même caractère d'exclusivité.

Ces agents seront bénéficiaires du protocole du 24 mars 1970 au même titre que le personnel inscrit à l'effectif des Centrales et des Cokeries et défini au chapitre 1 de la circulaire du 28 septembre 1970 précitée, et percevront donc :

- la prime d'usine à feu continu au taux plein,
- la majoration de 100 % pour travail des dimanches et jours fériés,
- la prime de roulement, réservée toutefois aux seuls agents travaillant en roulement (article 8 du Protocole du 24 mars 1970).

2 — Agents inscrits à l'effectif des Usines d'Agglomération et Lavoir du 10 d'Oignies, des Usines d'Agglomération et Lavoir Rousseau, et faisant partie des activités s'exerçant indifféremment au profit des Usines d'agglomération et des Lavoirs.

Il s'agit en particulier des activités :

- Atelier d'entretien,
- Magasin,
- Laboratoire,
- Dessinateurs,
- Sécurité,

ainsi que des autres activités présentant le même caractère de dualité.

Ces agents percevront :

- la prime d'usine à feu continu, selon une formule obtenue par transposition de celle qui est décrite au § 3.2 de la circulaire du 28 septembre 1970 (le numérateur du rapport défini dans ce § devra reprendre la part des dépenses de main-d'œuvre imputées au prix de revient de l'Usine d'agglomération concernée),
- la majoration de 100 % pour travail des dimanches et jours fériés lorsque ce travail sera effectué pour le compte des Usines d'agglomération et d'anthracine.

En outre, si parmi ce personnel, des agents étaient occupés selon un plan de roulement préétabli aux Usines d'agglomération et anthracine, ceux-ci bénéficieraient intégralement des avantages du Protocole du 24 mars 1970, comme en 1 ci-dessus.

3 — Agents d'autres Services exerçant une activité au profit exclusif des usines d'agglomération et d'anthracine.

Ces agents bénéficieront, dans les conditions qui y sont décrites, des dispositions du chapitre 4, § 4.1 et § 4.2 de la circulaire du 28 septembre 1970 précitée.

Compte rendu du C.E.E.

Le C.E.E. du 5 mai a analysé les statistiques des accidents du travail de 1982 fond et jour, ainsi que les problèmes liés aux conditions de travail et de sécurité. Lors de ce C.E.E. les délégués du C.C.E. et les délégués mineurs de la C.F.D.T. ont fait plusieurs interventions. Nous repreneons dans ce tract l'essentiel des revendications posées.

1.) Accidents jeunes embauchés

La C.F.D.T. a demandé qu'un plan de formation réel soit mis en place pour les nouveaux embauchés. Il faut envisager également une formation de manutention immédiate. Il est anormal qu'à V.A. par exemple avec 15 jours d'ancienneté les jeunes embauchés soient mis en taille, sans aucune formation préalable. La D.G. dément cette affirmation, nous constatons dans cette attitude le manque de coordination.

Une nouvelle fois la C.F.D.T. a demandé la mise en place des chantiers écoles pour les conducteurs d'engins. Depuis des années nous demandons qu'à la Mine Max la Direction installe un chantier. La réponse a toujours été négative. Concernant l'ambiance de travail et la production la Direction accuse les jeunes d'un manque de motivation. Ce n'est pas la première fois que la D.G. fait une allusion dans ce sens. La C.F.D.T. ne peut pas admettre cette façon d'analyser la situation pour plusieurs raisons :

- N'y aurait-il pas plutôt un manque de motivation chez certains cadres.
- Manque de sérieux dans les plans de production, mauvaises prévisions.
- Machines trop longtemps en panne (manque de pièces de rechange et de personnel).
- Matériel vétuste au fond : C.D. 25 par exemple.
- Manque de formation des jeunes qui doivent être opérationnels avec 15 jours de présence au fond, dans ces conditions il est inévitable que des problèmes se posent.

La Direction reconnaît elle-même que des difficultés existent depuis quelques mois (pièces de rechange, plans de production, etc.).

2.) Analyse des documents et des statistiques des accidents

Nous constatons que la cause directe ou indirecte de nombreux accidents est très souvent le manque de personnel, par exemple l'entretien dans les chantiers. Association et coordination de l'avis des travailleurs sur l'introduction des nouvelles techniques. La C.F.D.T. demande depuis de longues années que 1 % du temps de travail soit consacré à la discussion sur les améliorations des conditions de travail. Le droit d'expression prévu par la loi Auroux doit permettre une prise en charge de ces questions. Un exemple dans le O. 92 à Amélie, les blocs de commande situés trop bas et c'est sur place après qu'il faut modifier les piles.

3.) Réalisations en matière de sécurité en 82

La Direction, pour gonfler ce chapitre, met plusieurs dépenses qui ne devraient pas y figurer (Commande centralisée dans sa totalité — Portes aux recettes fond — Remplacement lampes Oldham, etc.).

La C.F.D.T. a également demandé que le personnel hors statut profite également des primes des coupes de sécurité, et soit couvert par les Délégués à la Surface et par les C.H.S.

DIFFÉRENTES INTERVENTIONS ONT ÉTÉ FAITES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ

- Améliorer poste de grutier à VT.
- Au jour plusieurs postes de travail ont une température élevée.
- Le dépoûssiérage au fond n'est pas pris au sérieux.
- Remplacement des transformateurs à pyralène, ils peuvent dégager de la dioxine en s'échauffant.
- Connaissance du produit entrant dans le mélange du boudin pour le cintrage.

4.) Médecine du travail

La C.F.D.T. est intervenue pour l'embauchage d'un médecin du travail en doublure pour le remplacement d'un médecin qui part à la retraite, il faut, en effet, songer à temps au remplacement pour permettre une formation du nouveau médecin du travail.

L'ascenseur de la lampisterie de VL a de nouveau été demandé. Il y a exactement un an nous avions pratiquement le feu vert pour la mise en place de cet ascenseur.

M. Prévot semble oublier ses déclarations.

Différents autres points ont également été abordés :

- Le réseau d'eau au fond à VL a une pollution nitrée. D'après le médecin ceci provient des engrais chimiques répandus au Jour. Nous avons demandé que la Direction surveille cette situation et prenne les mesures qui s'imposent.
- Meilleur nettoyage des seaux d'eau. Nous constatons en effet la présence de bactéries qui créent des troubles digestifs.
- Mise en place d'un appareil pour désinfecter les chaussettes qui sont porteuses de mycoses.
- Embauche demandée à VT Jour pour février et la D.G. n'a donné son accord que pour mai.
- Suppression poste de nuit pour le personnel de plus de 45 ans.

Les représentants de la C.F.D.T. ont demandé que des mesures soient prises pour permettre un suivi du personnel qui est occupé à des postes de travail pouvant créer des maladies après une longue exposition. Dans ce sens il faudrait une coordination entre les médecins du travail et médecins traitants ainsi qu'avec le médecin conseil de la S.S.M. Le médecin du travail ignore en effet dans presque tous les cas la cause du décès des mineurs, surtout s'ils sont à la retraite, de ce fait un suivi s'impose.

Une nouvelle fois la C.F.D.T. a demandé le paiement du poste pour tout le personnel pour les visites médicales, ainsi que le maintien du salaire en cas de mutation pour accident.

Nous exigeons de la Direction qu'elle prenne nos propositions en compte et ne reste pas figée dans un attentisme d'ici l'année prochaine, sinon il faudra un jour se poser la question de l'utilité du C.E.E. consacré à tous les problèmes concernant la santé des mineurs.

Le FORFAIT HOSPITALIER au conseil d'administration de la SSM

Sur proposition des administrateurs de la C.F.D.T. le Conseil d'Administration de la S.S.M. de Mulhouse s'est réuni en séance extraordinaire le vendredi 13 mai 1983 au sujet du problème du forfait hospitalier.

Les administrateurs représentant les affiliés se sont élevés à l'unanimité contre cette mesure imposée par le gouvernement, qu'ils considèrent injuste et inadaptée.

Toutefois pour ne pas pénaliser les affiliés de la S.S.M., le Conseil d'Administration (sauf l'abstention des représentants de l'employeur) a décidé de demander l'application des mêmes dispositions que celles prises par le régime local d'Alsace-Lorraine, c'est-à-dire le remboursement du forfait hospitalier sur le compte des prestations complémentaires.

Pour être applicables ces dispositions doivent être approuvées par les tutelles et nécessitent une modification des statuts des prestations complémentaires.

Il est évident :

- Que cette décision a uniquement comme objectif de maintenir comme par le passé les mêmes avantages aux affiliés de la S.S.M. que ceux du régime général pour ce qui concerne l'hospitalisation.
- Que cette décision ne doit pas être considérée comme une approbation pure et simple du forfait hospitalier, contre laquelle la C.F.D.T. poursuivra son action.
- Que le financement du remboursement du forfait hospitalier au-delà du 31-12-83 nécessiterait une augmentation des taux de cotisation des prestations complémentaires ou la recherche d'autres moyens de financement (MUTUELLE).

Cette troisième possibilité doit être exclue, puisqu'il ne s'agit pas pour nous d'arriver à rembourser le forfait hospitalier par le biais de la mutuelle ou par l'augmentation de la cotisation, mais d'arriver à ce que le forfait hospitalier soit annulé par le gouvernement. Nous l'avons dit à maintes reprises, le forfait hospitalier est une mesure injuste et inégale, qui pénalise les faibles revenus, et qui ne règle pas le problème de fond de la Sécurité Sociale.

Pour faire suite aux différentes actions entreprises par notre organisation contre le forfait hospitalier, la Fédération des mineurs C.F.D.T. organisera dans les prochains jours une campagne nationale de pétitions.

Nous demandons à tous les mineurs actifs et retraités de signer ces pétitions qui seront adressées au Ministre.

FESTIVAL EMPLOI JEUNES JOC-JOCF

« On est assez grands pour parler tout seuls et pour avoir le droit d'être nous-mêmes. C'est aujourd'hui que nous voulons vivre, et pour cela on veut du travail. » Cette phrase du discours d'ouverture du Festival par le président de la J.O.C., Alain Mahé, donne le ton de ce rassemblement (La Courneuve les 21 et 22 mai), consacré à l'emploi des jeunes.

Dès 15 heures samedi les cars qui les amènent de Bretagne ou d'Alsace, d'Aquitaine ou du Nord s'alignent soigneusement en files. Ça ne commence qu'à 16 h 30, mais ils sont déjà au moins 3 000, 10 000, et plus sont attendus. On se reconnaît, on se découvre, l'oreille à la musique, l'œil à l'exploration des installations.

Tout est fin prêt sous les tentes bariolées qui abriteront pour deux jours, expos-photos et montages vidéos, buvettes, salle de concert (Rock, Bill Deraime, Bernard Lallande), bazar où se procurer le bob J.O.C.-J.O.C.F., la faire aux métiers, les stands régions et culture. A l'espace international, les délégations J.O.C. d'Allemagne, Belgique, Italie, Portugal... et, comme dans toute cette rencontre, une place aux jeunes immigrés, large et qui n'a rien de plaqué. En permanence aussi les stands d'organismes, d'associations, d'organisations. A.N.P.E., C.I.D.J., M.R.A.P., Comité catholique contre la faim et pour le développement, C.G.T., C.F.D.T... 21 points de rencontres sont divisés en trois quartiers, chômeurs, emploi précaire, emploi stable, 500 et 120 places pour les deux chapiteaux où se dérouleront dix débats sur l'emploi, la formation, le logement des jeunes auxquels participeront diverses personnalités, des représentants de ministère, de la C.F.D.T. et de la C.G.T.

Le temps s'obstine dans la morosité pluvieuse. Samedi, vers 16 h 30, un pied dans la gadoue, l'autre dans l'enthousiasme, on s'agglutine autour du grand podium bardé d'installations électroniques. La sono n'étant pas pourrie comme le temps, le top départ du festival est donné sans bavure sonore, en présence de Pierre Mauroy. Le premier Ministre va recevoir le message chanté et dansé (sur musique moderne) d'un groupe de Jocistes. De quoi distraire son attention du naufrage qu'il essuie en vain sur ses lunettes.

« On est toujours sans boulot ; on en a marre de faire la queue à l'A.N.P.E. et d'être inutiles ». Le message est reçu 5 sur 5. Le premier Ministre pouvait-il d'ailleurs ignorer ce que ces jeunes avaient à lui dire ? « La crise est mondiale, dit-il. La lutte sera longue : il faut 4 % de croissance pour ne pas perdre d'emplois industriels ». Il rappelle la décision prise la veille à la table ronde jeunes de Matignon : un plan exceptionnel de formation et d'insertion pour 800 000 jeunes, « qui doit vous préparer à la nouvelle société industrielle qui naît avec vous ». Il conclut sur une invite « Pourquoi pas une table ronde des mouvements de jeunesse ? »

La joie d'être ensemble, la perspective de la fête ne peuvent faire oublier que 300 comités chômeurs, 150 collectifs de jeunes en emploi précaire et 200 équipes de jeunes au travail ont pendant trois ans préparé ce rassemblement sous le sceau de l'emploi. On y est venu pour relever le défi du chômage, pour rappeler que les jeunes sont plus attentifs aux actes qu'aux beaux discours.

En témoigne la plate-forme revendicative présentée à ce festival. Elle rappelle ce qui a déjà été obtenu, le timbre, le téléphone, les transports gratuits pour chercher du travail. Elle avance d'autres objectifs : des micro-jobs, sortes de missions locales pour s'occuper des stades d'insertion professionnelle et « qui seront notre affaire », et la mise en place de délégués de stage ; l'amélioration du fonctionnement de l'A.N.P.E. ; « un revenu minimum jeunesse » pour tous les chômeurs à partir de 18 ans qui leur donnerait un peu de stabilité pour chercher un boulot ; la participation active des syndicats et du comité d'entreprise pour l'accueil et le maintien des jeunes dans l'entreprise.

« Il est urgent, conclut la plate-forme, de donner à la jeunesse au chômage ou au travail, des perspectives concrètes, de lui laisser façonner son avenir. »

La La C.F.D.T. y était représentée par J. Chérèque et N. Notat pour la Confédération et par J.-P. Bobichon pour la région parisienne.

La C.F.D.T. avait un stand qui a vu la visite de nombreux jeunes à qui il était proposé une enquête sur l'emploi et la durée du travail. Nos craintes par rapport aux réticences éventuelles des jeunes à l'égard d'une telle enquête se sont révélées vaines. C'est spontanément et nombreux qu'ils y ont répondu. Au total, plus de 1 000 enquêtes ont été remplies, ce qui est considérable. La C.F.D.T. en a profité, par ailleurs, pour leur donner des éléments d'information pratiques.

Cette expérience montre que le fait pour un syndicat de demander l'avis des jeunes n'est pas habituel ou n'est pas ressenti comme tel par eux. Il faut dire que ces jeunes étaient en majorité des non-syndiqués mais même les syndiqués ont eu à cœur de remplir l'enquête.

Il nous reste maintenant à dépouiller cette enquête, ce qui prendra certainement deux à trois mois et y analyser les résultats qui seront transmis aux organisations.

La C.F.D.T. a aussi distribué un tract qui, lui aussi, a été bien perçu. Il sera transmis aux organisations afin de leur donner une idée de ce qui permet d'accrocher les jeunes.

FONDS SOCIAL

CAPIMMEC

Le Conseil d'Administration de la CAPIMMEC a décidé de maintenir pour l'année scolaire et universitaire 1983-1984 le principe de l'attribution de bourses d'études, dans les conditions indiquées ci-dessous.

1.) NIVEAU DES ÉTUDES : ÉTUDES SUPÉRIEURES. c'est-à-dire après obtention du baccalauréat ou réussite à un examen de niveau équivalent. L'établissement dans lequel les études sont effectuées et la nature des études poursuivies doivent ouvrir droit, en principe, au bénéfice du régime « étudiant » de la Sécurité Sociale. S'il s'agit d'études techniques, sont prises en considération les sections de techniciens supérieurs assujetties au même critère Sécurité Sociale.

2.) BÉNÉFICIAIRES : les enfants de participants en activité, ou en invalidité, ou malades depuis plus de 2 ans, ou privés d'emploi percevant les allocations de chômage.

3.) CONDITIONS DE RESSOURCES : les ressources annuelles ne doivent pas dépasser les plafonds suivants :

- foyer où le père et la mère sont présents : 89 100 F
- foyer où le père ou la mère est seul (e) : 70 420 F
- majoration par enfant à charge :
 - pour chacun des 2 premiers enfants : 16 050 F
 - pour chacun des 2 suivants : 12 840 F
 - par enfant, à partir du 5^e : 9 630 F

Les ressources prises en considération comprennent les salaires nets ou autres gains, les retraites, pensions et rentes de toute nature, tous revenus imposables et non imposables, perçus du 1^{er} janvier au 31 décembre 1982, à l'exclusion des prestations familiales.

Par ailleurs, nous vous rappelons que les orphelins de père ou de mère, les enfants de veuves allocataires ou en réserve de droits, de participants en invalidité ou malades depuis plus de 2 ans, ou privés d'emploi percevant les allocations de chômage (à l'exception des agents visés par la Convention Générale de Protection Sociale dans la Sidérurgie ou par une Convention F.N.E.) peuvent bénéficier de bourses non seulement pour les études supérieures, mais également pour les classes de seconde, première et terminale, ainsi que pour les études techniques de niveaux équivalents.

Les allocataires (retraités directs, veuves de participants, orphelins) sont informés des conditions d'attribution de ces bourses dans la revue « PRÉSENCE ».

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir diffuser ces informations aux membres de votre personnel relevant de la CAPIMMEC, en particulier à ceux que nous ne pouvons pas joindre par la revue « PRÉSENCE » (participants privés d'emploi, ou en invalidité, ou malades depuis plus de 2 ans).

Les DOSSIERS doivent parvenir **AVANT le 31 DÉCEMBRE 1983 dernier délai.** Nous attirons votre attention sur le fait que cette date limite est impérative : aucune dérogation ne peut être acceptée. Ils doivent être envoyés à la Délégation Sociale Régionale, auprès de laquelle les demandes d'imprimés peuvent être formulées, en écrivant, selon la domiciliation des intéressés à l'adresse suivante :

IRCOMMEC

Le Conseil d'Administration de l'IRCOMMEC a décidé de maintenir pour l'année scolaire et universitaire 1983-1984 le principe de l'attribution de bourses d'études, dans les conditions indiquées ci-dessous :

1.) NIVEAU DES ÉTUDES : ÉTUDES SUPÉRIEURES. c'est-à-dire après obtention du baccalauréat ou réussite à un examen de niveau équivalent.

2.) BÉNÉFICIAIRES : les enfants de participants en activité, ou privés d'emploi percevant les allocations de chômage, ou en invalidité, ou malades depuis plus de 2 ans.

3.) CONDITIONS DE RESSOURCES : les ressources annuelles ne doivent pas dépasser les plafonds suivants :

- foyer où le père et la mère sont présents : 34 400 F
- foyer où le père ou la mère est seul (e) : 27 750 F
- majoration par enfant à charge : 7 000 F

Les ressources prises en considération comprennent les salaires nets ou autres gains, les retraites, pensions et rentes de toute nature, tous revenus imposables et non imposables, perçus du 1^{er} janvier au 31 décembre 1982, à l'exclusion des prestations familiales.

Par ailleurs, nous vous précisons que les orphelins de père et de mère, les enfants de veuves allocataires ou en réserve de droits, de retraités directs, de participants en invalidité ou malades depuis plus de 2 ans, de préretraités ou de participants privés d'emploi âgés de plus de 60 ans, peuvent bénéficier de bourses non seulement pour les études supérieures, mais également pour les études secondaires, dès la classe de seconde ou la préparation à un CAP.

Les allocataires sont informés des conditions particulières d'attribution de ces bourses dans le bulletin « JALONS ».

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir diffuser ces informations aux membres de votre personnel relevant de l'IRCOMMEC, en leur précisant que ceux qui sont simultanément affiliés à une caisse de cadres ou à une section IRCACIM, doivent s'adresser en priorité à ces institutions.

Les DOSSIERS doivent parvenir **AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1983 DERNIER DÉLAI.** Nous attirons votre attention sur le fait que cette date limite est impérative : aucune dérogation ne peut être acceptée. Ils doivent être envoyés à la Délégation Sociale Régionale, auprès de laquelle les demandes d'imprimés peuvent être formulées, en écrivant, selon la domiciliation des intéressés à l'une des adresses également données pour le Fonds Social CAPIMMEC (ci-contre).

DÉPARTEMENTS	SERVICE ACTION SOCIALE BOURSES D'ÉTUDES CAPIMMEC
09 (Ariège) - 11 (Aude) 12 (Aveyron) - 15 (Cantal) 19 (Corrèze) - 24 (Dordogne) 40 (Landes) - 46 (Lot) 47 (Lot-et-Garonne) 64 (Pyrénées-Atlantiques) 65 (Hautes-Pyrénées) 66 (Pyrénées-Orientales) 81 (Tarn) 82 (Tarn-et-Garonne)	17, allées de Tourny 33000 Bordeaux Tél. (56) 44.05.25
01 (Ain) - 05 (Hautes-Alpes) 26 (Drôme) - 38 (Isère) 39 (Jura) - 71 (Saône-et-Loire) 73 (Savoie) - 74 (Hte-Savoie)	343, avenue du Comte-Vert 73000 Chambéry Tél. (79) 62.18.73
02 (Aisne) - 08 (Ardennes) 51 (Marne)	34, av. du Général-de-Gaulle B.P. 275 08103 Charleville-Mézières Cédex Tél. (24) 56.10.22
04 (Alpes-de-Hte-Provence) 06 (Alpes-Maritimes) 13 (Bouches-du-Rhône) 20 (Corse) - 30 (Gard) 34 (Hérault) - 83 (Var) 84 (Vaucluse)	1, avenue Desautel 13297 Marseille Cédex 2 Tél. (91) 41.01.08
25 (Doubs) - 52 (Hte Marne) 54 (Meurthe-et-Moselle) 55 (Meuse) - 57 (Moselle) 67 (Bas-Rhin) 68 (Haut-Rhin) 70 (Hte-Saône) - 88 (Vosges) 90 (Territoire de Belfort)	16-18, rue de Queuleu B.P. 5150 57074 Metz Cédex Tél. (8) 776.91.81
16 (Charente) 17 (Charente-Maritime) 22 (Côtes-du-Nord) 23 (Creuse) - 29 (Finistère) 35 (Ille-et-Vilaine) 44 (Loire-Atlantique) 49 (Maine-et-Loire) 53 (Mayenne) 56 (Morbihan) 79 (Deux-Sèvres) 85 (Vendée) 86 (Vienne) - 87 (Hte-Vienne)	57, rue du 65-R.I. 44046 Nantes Cédex Tél. (40) 74.43.43
03 (Allier) - 07 (Ardèche) 42 (Loire) - 43 (Haute-Loire) 48 (Lozère) 63 (Puy-de-Dôme) 69 (Rhône)	33, rue Docteurs-Charcot 42031 Saint-Etienne Cédex Tél. (77) 57.60.95
59 (Nord) 62 (Pas-de-Calais) 80 (Somme)	62, avenue Clémenceau 59300 Valenciennes Tél. (27) 30.40.87
Tous les autres départements non cités ci-dessus	15, avenue du Centre 78281 St-Quentin Yvelines Cédex Tél. (3) 043.82.50

Ainsi que vous le savez, à dater du 1^{er} janvier 1984, l'IRCACIM sera intégrée à l'AGIRC.

Les dossiers de demandes de bourses d'études afférentes à l'année scolaire et universitaire 1983/1984 devant nous être parvenus au plus tard le 31 décembre

1983, nous ne pourrions accepter ceux des participants nouvellement affiliés à la CAPIMMEC au 1^{er} janvier 1984 et qui doivent s'adresser à la section IRCACIM dont ils relèvent au 31-12-1983.

Nous avons eu à déplorer, pour l'année 1982-1983, un important retard et divers incidents dus à la mise en œuvre du traitement informatisé des dossiers. Nous renouvelons nos regrets pour les difficultés que cette opération expérimentale a provoquées à l'égard de vos agents, des familles de vos anciens salariés et de vous-même, et pensons que les dispositions adoptées pour 1983-1984 permettront le déroulement de la « campagne Bourses d'Étude » dans de bonnes conditions.

BLANZY

La situation à Rozelay

Actuellement, nous vivons la suite de la fermeture programmée du puits pour juillet 1982.

Les résultats des neuf premiers mois 1982 ne sont pas bons et pour cause, un effectif actuellement réduit et nettement insuffisant ne permet pas une augmentation de la production et le creusement nécessaire de nouvelles galeries.

Les travaux préparatoires ont un retard important qu'il convient de combler et il est plus qu'urgent de les poursuivre rapidement car le changement nécessité par le passage de la 2^e couche sud à la 4^e couche sud fait que nous aurons deux structures en service et ce jusqu'à la fin du panneau 67.

L'ensemble des organisations syndicales a toujours préconisé et continue de réclamer l'ouverture de deux tailles en production à Rozelay avec le personnel nécessaire. C'est dans cette optique que nous proposons un embauchage de 600 personnes pour que l'effectif actuel de 439 passe à un effectif de 900 personnes présentes pour la période 1983-1985 pour nous permettre de continuer tous les travaux préparatoires, sans nuire pour autant à la marche effective de deux tailles à Rozelay.

Cela est techniquement possible en poursuivant l'échelle de la 4^e couche, la production de la taille 3, la poursuite de la taille 66 jusqu'à la fin du panneau, la prise de la taille 67 en continuant dès aujourd'hui les travaux de préparation de ce panneau et ensuite programmer deux tailles en 4^e couche.

Il nous faut un nouveau soutènement Marchand pour éviter les attentes.

Il faut également préparer la structure lourde de 4^e couche centre et 4^e couche nord, poursuivre et intensifier les sondages depuis le jour pour délimiter ces couches et continuer aussi les sondages du Bois de Chaumes pour délimiter la 4^e Perrecy.

Les travaux aux rochers sont actuellement réalisés par une société (98) ouvriers. Nous demandons que ces ouvriers soient embauchés au statut du mineur.

Au jour du puits, 50 % du personnel est fourni par des entreprises privées ; nous exigeons également l'embauchage de ces ouvriers.

Nos réserves importantes, un puits moderne prévu pour exploiter 3 000 tonnes jour, nous permettent d'affirmer que le puits est viable à condition d'avoir les moyens nécessaires pour réaliser un tel programme et pour cela, nous exigeons une véritable concertation entre les élus et les Directions, car les mineurs ont leur mot à dire lorsqu'il s'agit de leur avenir.

Informations générales

S.M.I.C.

- Majoration au 1^{er} juin 1983 (21,65 F)
- Minimum garanti (11,88 F)

Le montant du S.M.I.C. est fixé à **21,65 F** à compter du 1^{er} juin 1983, soit par rapport au taux en vigueur depuis le 1^{er} mars 1983 une augmentation de 3 %, prenant en compte le dernier indice des prix connu, celui d'avril 1983 (343,2 contre 333,2 en janvier 1983). Le **minimum garanti** (M.G.) est fixé à **11,88 F** (au lieu de 11,53 F) à partir du 1^{er} juin 1983.

ASSURANCE VIEILLESSE

- Abaissement de l'âge de la retraite
- Minimum de pension
- Limitation des cumuls et minimums de pension
- Ratification des ordonnances

Le dispositif juridique ayant mis en œuvre l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans est complété par trois séries de dispositions :

— Un **minimum de pensions contributives** est institué par le biais d'une **majoration** de la pension de vieillesse au taux plein ; ce minimum, tenant compte de la durée d'assurance, est fixé par décret (à paraître) ; il devrait être de 2 200 F par mois avec 37 ans et demi d'assurance.

— Les possibilités de **cumuls entre plusieurs minimums de pension** sont limitées afin d'éviter que l'assuré dont la carrière a été partagée entre plusieurs régimes n'acquière plusieurs pensions minimales dont le total serait supérieur à la pension minimale qu'il aurait acquise dans celui des régimes le plus favorable s'il y avait effectué toute sa carrière.

— Les **ordonnances** du 26 mars 1982 (N° 82-270 sur l'abaissement de l'âge de la retraite) et du 30 mars 1982 (N° 82-290 sur la limitation des possibilités de cumuls emploi/retraite) sont ratifiées avec quelques aménagements pour cette dernière autorisant le cumul en faveur des artistes auteurs ou interprètes et des activités accessoires à caractère artistique, littéraire ou scientifique ou des activités juridictionnelles, assimilées et jurys de concours.

(Loi N° 83-430 du 31 mai 1983, J.O. du 1-6-83, p. 1639).

Soumise au Conseil constitutionnel, cette loi a été déclarée conforme à la Constitution. En effet, le Conseil a estimé, d'une part, que les règles interdisant le cumul de pensions de retraite et de certaines activités et, d'autre part, que le cumul, quand il est autorisé, d'une pension et d'une activité salariée donnant lieu à une contribution de solidarité assise sur les salaires, ne portaient pas atteinte au principe de la liberté professionnelle. Le Conseil a également estimé que la possibilité laissée à certains retraités de poursuivre leurs activités sans être soumis à la contribution de solidarité lorsque ces activités résultent d'aptitudes créatives, ne portait pas atteinte au principe d'égalité.

(Décision du Conseil constitutionnel du 28 mai 1983, J.O. du 1-6-83, p. 1646).

SÉCURITÉ SOCIALE MINIERE

La Caisse autonome nationale du régime de Sécurité Sociale dans les mines est administrée par un conseil d'administration dont le président est désormais nommé par décret et non plus par le vice-président du Conseil d'Etat. Le directeur de la Caisse autonome est également nommé par décret.

(Décret N° 83-432 du 31 mai 1983, J.O. du 1-6-83, p. 1640).

AVENIR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE MINIÈRE

LETTRE à
Monsieur le Ministre
de la Sécurité Sociale
1, plan de Fontenoy
75700 PARIS

ANNEXE II

GRUPE DE TRAVAIL S.S.M.

Séance du 19-05-1983

DÉCLARATION AU SUJET DU RAPPORT BLOCH LAINE

Pour la C.F.D.T., ce rapport n'est pas très différent de celui de la Cour des Comptes de 1979 dans ses constatations et mesures de restructuration.

Il fait apparaître cependant, que l'ouverture des œuvres est une des conditions nécessaires pour assurer la pérennité du régime minier.

Dans ces conditions, notre position première repose sur une opposition aux restructurations, à un refus de discuter des problèmes de structures tant que l'ouverture ne sera pas mise en pratique et les résultats au niveau des équipements et œuvres pourront être mesurés en terme de développement et d'avenir du régime.

Pour la C.F.D.T., l'adaptation des services ne peut être qu'une conséquence ou une incidence logique de l'ouverture respectant :

- une évolution dynamique de la qualité des prestations,
- le maintien des liens et contacts entre l'affilié et l'administration,
- le maintien d'une gestion démocratique proche des travailleurs, des affiliés,
- des garanties pour le personnel de la S.S.M.

Monsieur le Ministre,

Au cours de la séance de travail du 19 mai 1983, la Fédération des Mineurs C.F.D.T. a précisé qu'elle n'avait pas été invitée à participer au sein d'un bureau élargi, à l'élaboration du document émanant de la Caisse Autonome Nationale, concernant les perspectives d'ouverture du Régime Minier.

Tout en observant certaines convergences avec ce document, les représentants C.F.D.T. avait formulé certaines observations.

Dans ces conditions et sur proposition du Président de séance, nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe, une note reprenant nos positions, notamment à l'égard de l'étude de la CAN-SSM.

En outre, vous trouverez ci-joint, le texte de notre déclaration portant sur le rapport Bloch-Laine. Les restructurations envisagées par ce dernier document ont été évoquées sur plusieurs plans au cours de la réunion du 19-5-1983.

Toutefois, nous tenons à rappeler que dans le contexte des structures du régime minier, la C.F.D.T. entend insister sur deux questions :

- Le retour à la S.S.M. de la gestion du risque temporaire A.T. assuré par les Charbonnages en vertu de textes réglementaires datant de 1946.
- La gestion par la Sécurité Sociale Minière des Hôpitaux des Mines.

Les considérations historiques ou purement locales ont pensé en 1946 sur la dévolution du patrimoine hospitalier des Anciennes Houillères. Certains de ces établissements ont été confiés à la S.S.M. La recherche d'une meilleure cohérence, l'efficacité sociale et économique militent en faveur de la gestion par la S.S.M. des Hôpitaux, qui sont restés dans la zone de compétence des houillères nationalisées.

ANNEXE I

GRUPE DE TRAVAIL S.S.M.

Séance du 19-05-1983

Sans attendre les débats qui ont lieu actuellement sur l'ouverture, la C.F.D.T. avait précisé ses positions dès 1979 dans un document d'une trentaine de pages portant sur la politique de santé vue par la C.F.D.T. au travers du régime de soins de la S.S.M.

Ce document a été, en temps utile, remis aux autorités de tutelle.

Dans ce document, après avoir rappelé que nous étions pour l'ouverture du régime aux non-ressortissants miniers, nous y avons précisé les conditions à réaliser pour cette ouverture.

Les conditions politiques et sociales, à savoir :

- un accord des pouvoirs politiques (ce qui n'était pas le cas en 1979) ;
- le dépassement des intérêts ultra-corporatistes de la médecine libérale, condition non encore réalisée à ce jour ;
- la recherche de l'adhésion d'un certain nombre de partenaires pour réaliser véritablement l'ouverture de notre régime.

Une autre condition essentielle de l'ouverture : défendre nos capacités d'accueil.

C'est dire qu'à la lecture du document patronné par le bureau de la C.A.N., la C.F.D.T. ne s'est pas retrouvée totalement en terre étrangère.

Nous sommes conscients qu'il fallait une base de discussion. Fallait-il comme le précise le C.R. analytique du Bureau du C.A. du 20 avril 83 qu'il soit établi sans avoir procédé à une consultation des organismes de base au niveau local ou régional ?

Malgré cela, sans remettre en débat ce que le document de la C.A.N. peut avoir comme points positifs n'ayant pas eu l'occasion de le faire, en bureau élargi, nous tenons à soulever certaines questions essentielles.

1.) Etant donné que cela se soit fait sans consultation des organismes de base, nous craignons que l'étude ainsi présentée ne puisse être qu'une recherche théorique.

a) Cela ne doit pas se faire au détriment des affiliés, or, en page 5, en parlant de la capacité d'accueil du service médical de base (voir page 5 - 4 lignes soulignées), on se rend compte qu'on détermine une population de non ressortissants à accueillir à partir de critères d'activités qui n'ont pu être appréciés, aux différents niveaux par les représentants des médecins et C.A.

b) D'autre part, quand il est présenté des conventions de type nouveau pour l'intégration des non ressortissants dans le service de santé de la S.S.M., et qu'il est fait état de convention expérimentale (P. 11 - 1^{er} 8), nous constatons que cela manque de précisions quant à la méthode et aux moyens de mise en œuvre de cette ouverture.

1 — Le choix sera-t-il individuel ou collectif par organisme interposé ?

2 — Quelle est la durée demandée pour l'exercice de ce choix, 1 an - 5 ans ou plus part tacite reconduction ?

LE
JOURNAL
DU
MINEUR

Juin 1983



mon syndicat ?

Bien sûr
c'est la



Le forfait hospitalier doit être aboli !...

communiqué des retraités C.F.D.T.

Au cours de leur dernière rencontre, les militants de la section C.F.D.T. des retraités mineurs, veuves et invalides d'Auchel et environs ont effectué un large tour d'horizon de la situation.

Parmi les problèmes examinés, citons tout d'abord :

- l'instauration du forfait hospitalier perçu depuis le 1^{er} avril 1983, soit 20 F par journée d'hospitalisation. Pour le Gouvernement, il s'agit là de trouver des recettes nouvelles pour faire face aux difficultés financières de la Sécurité Sociale. La C.F.D.T. ne nie pas ces difficultés mais considère qu'une telle mesure est profondément injuste. Le forfait hospitalier va frapper en premier lieu les plus démunis et plus fortement les familles ayant des enfants ; de plus, cette mesure n'apportera pas de solution durable à l'équilibre financier de la Sécurité Sociale.

- et, d'autre part, les discussions actuelles au Ministère de la Solidarité Nationale auxquelles participe notre camarade A. Godet, discussions concernant l'ouverture des œuvres de la Caisse de Secours à des ressortissants n'appartenant pas au régime minier,

avec la possibilité de mettre à la disposition d'un plus grand nombre le potentiel de soins et d'équipements sanitaires et sociaux d'une grande valeur, sans oublier le retour à l'actualité de réforme de structure pour le régime minier.

- et le 28 avril, discussion sur les problèmes de retraite avec en premier lieu les possibilités d'harmonisation entre le régime minier et le régime général pour la proratisation des retraites après un trimestre de services, la prise en compte des années de retraite anticipée, la reversion aux veuves de mineurs à 52 % au lieu de 50... ainsi qu'un certain nombre d'autres points parmi lesquels : le compte double des années de guerre, la revalorisation de la retraite de base inférieure au minimum vieillesse pour 30 ans de services jour...

Les camarades présents ont ensuite envisagé les suites à donner pour s'opposer au forfait hospitalier, faire avancer les problèmes de retraite et sauvegarder l'avenir du régime minier de Sécurité Sociale.

CAISSE AUTONOME NATIONALE
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

AVIS aux pensionnés de la caisse autonome nationale

Exonération de la cotisation d'assurance maladie

Les pensionnés qui ne sont pas déjà exonérés de la cotisation d'assurance maladie et qui n'ont pas payé d'impôt en 1982 sur le revenu de l'année 1981, devront le faire savoir en adressant à la Caisse autonome nationale, avant le 31 août 1983, un avis de non imposition.

Le précompte de cotisation que subit encore leur pension sera supprimé à partir de l'échéance au 1^{er} décembre 1983 et avec effet du 1^{er} juillet 1983, la cotisation des mois de juillet et août 1983 étant remboursée sous forme de rappel s'ajoutant au montant brut du trimestre.

L'envoi de l'avis de non imposition s'effectuera à l'adresse suivante :

Caisse autonome nationale de la sécurité sociale
dans les mines
Service de l'Ordonnancement
77, avenue de Ségur
75730 PARIS CEDEX 15

Pour faciliter l'examen de leur situation, les intéressés préciseront leur identité ainsi que la série et le numéro de leur pension.

Le Directeur Adjoint de la Caisse autonome nationale de la Sécurité Sociale dans les mines,
C. ADNET.